

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je crois que l'honorable député sait très bien qu'il s'agit d'une affaire qui relève de la Chambre des communes plutôt que du Conseil du Trésor.

J'ai répondu que je voulais bien soumettre cette question au comité qui est chargé de cette affaire par la Chambre, mais, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de solution satisfaisante à ce problème.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre pourrait-il dire quand le comité de la régie intérieure se réunira, de façon à prendre une décision qui serait avantageuse pour le Parlement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois qu'à ce moment-ci, il incombe à la présidence de rappeler à l'honorable député que la question supplémentaire devrait normalement être posée à la présidence, qui en a pris note.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

Je reconnais devoir m'adresser à la présidence à ce stade-ci, mais si la présidence ou la commission de régie intérieure ne dispose pas de fonds suffisants, ma question est alors conforme au Règlement. Je puis donc demander à celui qui administre les fonds s'il est disposé ou s'il . . .

M. l'Orateur: A l'ordre!

* * *

• (2.20 p.m.)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA SURTAXE AMÉRICAINE À L'IMPORTATION—LES EXIGENCES POUR LA NORMALISATION DES RELATIONS COMMERCIALES

[Traduction]

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre de l'Industrie et du Commerce si, en dépit des graves perturbations que la surtaxe américaine a fait subir à l'économie canadienne, les États-Unis n'ont pas encore signalé de façon générale ou précise quelles mesures le gouvernement canadien doit prendre pour renouer des relations commerciales normales?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Le gouvernement américain n'a rien dit en ce sens, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je permettrai qu'on pose encore quelques questions supplémentaires, mais les députés se rendront compte que nous sommes encore à la première question depuis près de 15 minutes, de sorte que les questions supplémentaires ne devraient pas être trop nombreuses. Pour le moment, la présidence accordera la parole au député de Peace River et au député de Halifax-East Hants.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, le ministre a donné à entendre que lui et le gouvernement songent à faire quelque chose de dramatique ou d'utile. Pourrait-il s'entretenir avec son collègue le ministre des Finances et avec le premier ministre de notre espoir qu'ils fassent quelque chose d'utile pour faire changement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Halifax-East Hants.

LA SURTAXE AMÉRICAINE À L'IMPORTATION—LE RISQUE DE DISCRIMINATION AMÉRICAINE CONTRE CERTAINES INDUSTRIES CANADIENNES

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre. Nous donnerait-il l'assurance qu'en préparant le plaidoyer du Canada, ce qu'on est en train de faire d'après ce qu'il a dit au député de Calgary-Nord, on veillera à ce que le Canada s'oppose à toute politique américaine tendant à faire preuve de discrimination contre les industries aidées par les provinces comme Michelin?

M. l'Orateur: Le député de Dartmouth-Halifax-Est.

M. McCleave: Monsieur l'Orateur, le ministre a dit oui, je crois, mais il serait bon que le hansard le confirme.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Nous préparerons notre cause du mieux possible, monsieur l'Orateur.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LES CADETS—LES ÉCOLES MILITAIRES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, comme vous avez reçu une réponse affirmative du ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre de la Défense nationale nous dira peut-être quelle est sa position actuelle à l'égard des programmes de formation de cadets à travers le pays et du fait que l'abolition en a été recommandée.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Oui, monsieur l'Orateur. Je puis confirmer ici les déclarations que j'ai faites à l'extérieur de la Chambre ainsi que celles du Livre blanc: la recommandation du Comité Jeunesse à ce sujet ne sera pas acceptée.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Macdonald: Ce sera plutôt le contraire. Nous essaierons de trouver toutes les ressources possibles pour aider davantage les groupes de cadets.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur, je suis sûr que des milliers de Canadiens seront heureux de cette déclaration. Le ministre est-il d'assez bonne humeur cet après-midi pour donner la même assurance au sujet des collèges militaires?

L'hon. M. Macdonald: Ma réponse est exactement la même, monsieur l'Orateur.

Des voix: Bravo!